

MAIRIE
de
CHAMPNETERY
Haute-Vienne
87400

—
Tél. :0555560154
Fax :0555565475

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 08 AVRIL 2016

COMPTE RENDU SOMMAIRE (affiché en exécution de l'article L121-17 du Code des Communes)

- AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2015 DES BUDGETS PRINCIPAL, ANNEXE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE et ANNEXE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
après avoir accepté, lors de sa séance du 17 Mars 2016, les Comptes Administratifs des Budgets Principal, annexe du Service de l'Eau Potable et annexe du Service de l'Assainissement de l'exercice 2015,
statuant sur l'affectation du résultat cumulé d'exploitation,

DECIDE, à l' UNANIMITE, d'AFFECTER les résultats cumulés des sections d'exploitation de ces trois budgets comme suit :

OBJET: BUDGET PRINCIPAL: AFFECTATION DU
RESULTAT D EXPLOITATION DE L EXERCICE 2015

COMMUNE DE CHAMPNETERY

POUR MEMOIRE

excédent de fonctionnement antérieur reporté (report à nouveau créditeur)	170 694,56
Excédent d'investissement antérieur reporté	986,79

SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2015

solde d'exécution de l'exercice	-17 352,13
solde d'exécution cumulé	-16 365,34

RAR AU 31/12/2015

dépenses d'investissement	34 600,00
recettes d'investissement	3 365,00
SOLDE	-31 235,00

BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2015

rappel du solde d'exécution cumulé	-16 365,34
rappel du solde des restes à réaliser	-31 235,00
BESOIN DE FINANCEMENT TOTAL	-47 600,34
BESOIN DE FINANCEMENT A COUVRIR EN PRIORITE	47 600,34

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER

résultat de l'exercice	49 796,25
résultat antérieur	170 694,56
TOTAL A AFFECTER	220 490,81

Décide d'affecter le résultat cumulé de la section d'exploitation comme suit :

AFFECTATION

couverture du besoin de financement à reporter en priorité au compte 1068	47 600,34
2) Affectation complémentaire en "Réserve" (crédit du compte 1068 sur BP2016)	0,00
AFFECTATION TOTALE (crédit du compte 1068)	47 600,34
3) Reste sur excédent de fonctionnement à reporter au BP 2016 ligne 002 (report à nouveau créditeur)	172 890,47
TOTAL	220 490,81

OBJET: BUDGET ANNEXE: AFFECTATION DU
RESULTAT EXPLOITATION EXERCICE 2015

SERVICE DE L'EAU CHAMPNETERY

POUR MEMOIRE

excédent de fonctionnement antérieur reporté	51 808,88
excédent d'investissement antérieur reporté	68 026,01

SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2015

solde d'exécution de l'exercice	-1 113,93
solde d'exécution cumulé	66 912,08

RAR AU 31/12/15

dépenses d'investissement	5 290,00
recettes d'investissement	0,00
SOLDE	-5 290,00

BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2015

rappel du solde d'exécution cumulé	66 912,08
rappel du solde des restes à réaliser	-5 290,00
BESOIN DE FINANCEMENT TOTAL	61 622,08
BESOIN DE FINANCEMENT A COUVRIR EN PRIORITE	0,00

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER

résultat de l'exercice	4 155,51
résultat antérieur	51 808,88
TOTAL A AFFECTER	55 964,39

Décide d'affecter le résultat cumulé de la section d'exploitation comme suit :

AFFECTATION

1) Couverture du besoin de financement de la Section d'investissement (crédit du compte 1068 sur BP 2016)	0,00
2) Affectation complémentaire en "Réserve" (crédit du compte 1068 sur BP2016)	0,00
AFFECTATION TOTALE (crédit du compte 1068)	0,00
3) Reste sur excédent de fonctionnement à reporter au BP 2016 ligne 002 (report à nouveau créditeur)	55 964,39
TOTAL	55 964,39

OBJET: BUDGET ANNEXE: AFFECTATION DU
RESULTAT EXPLOITATION EXERCICE 2015

SERVICE ASSAINISSEMENT CHAMPNETERY

POUR MEMOIRE

excédent de fonctionnement antérieur reporté	7 791,41
excédent d'investissement antérieur reporté	3 243,85

SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2015

solde d'exécution de l'exercice	-1 757,49
solde d'exécution cumulé	1 486,36

RAR AU 31/12/15

dépenses d'investissement	0,00
recettes d'investissement	0,00
SOLDE	0,00

BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2015

rappel du solde d'exécution cumulé	1 486,36
rappel du solde des restes à réaliser	0,00
BESOIN DE FINANCEMENT TOTAL	1 486,36
BESOIN DE FINANCEMENT A COUVRIR EN PRIORITE	0,00

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER

résultat de l'exercice	2 649,16
résultat antérieur	7 791,41
TOTAL A AFFECTER	10 440,57

Décide d'affecter le résultat cumulé de la section d'exploitation comme suit :

AFFECTATION

1) Couverture du besoin de financement de la Section d'investissement (crédit du compte 1068 sur BP 2016)	0,00
2) Affectation complémentaire en "Réserve" (crédit du compte 1068 sur BP2016)	0,00
AFFECTATION TOTALE (crédit du compte 1068)	0,00
3) Reste sur excédent de fonctionnement à reporter au BP 2016 ligne 002 (report à nouveau créditeur)	10 440,57
TOTAL	10 440,57

- BUDGETS PRIMITIFS 2016 :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
par 14 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION

ADOpte les Budgets Primitifs 2016 proposés et présentés par M. le Maire, qui se montent à :

.Budget Principal Communal :

- section de Fonctionnement
Recettes = Dépenses = 519 867€
- section d'Investissement
Recettes = Dépenses = 269 689€

.Budget Annexe du Service de l'Eau Potable :

- section de Fonctionnement
Recettes = Dépenses = 83 196€
- section d'Investissement
Recettes = Dépenses = 252 431€

***Budget Annexe du Service de l'Assainissement :**

- section de Fonctionnement
Recettes = Dépenses = 14 946€
- section d'Investissement
Recettes = Dépenses = 17 506€

- TAUX D'IMPOSITION 2016 DES TROIS TAXES DIRECTES LOCALES :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
par 14 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION

DECIDE de fixer, pour l'année 2016, sans augmentation par rapport à 2015, les taux d'imposition des trois taxes directes locales, de la façon suivante :

- *Taxe d'Habitation = 14,26%
- *Taxe Foncier Bâti = 16,13%
- *Taxe Foncier Non Bâti = 58,05%

**- CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES DU PERSONNEL-
DELIBERATION DONNANT HABILITATION AU CENTRE DE GESTION DE LA
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA HAUTE-VIENNE- :**

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26 ;
Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;
Vu le Code des assurances ;
Vu le Code des marchés publics ;

Le Maire expose :

*l'opportunité pour la collectivité de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance des risques statutaires du personnel garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;

*que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Vienne peut souscrire un tel contrat pour son compte en mutualisant les risques ;
*que notre collectivité adhère au contrat groupe en cours dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2016 et que compte tenu des avantages d'une consultation groupée effectuée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Vienne, il est proposé de participer à la procédure négociée engagée selon l'article 35 I 2° du Code des marchés publics.
Il précise que, si au terme de la consultation menée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Vienne, les conditions obtenues ne convenaient pas à notre collectivité, la possibilité demeure de ne pas signer l'adhésion au contrat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et procédé au vote,
par 14 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTIONS

DECIDE :

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Vienne est habilité à souscrire pour le compte de notre collectivité des contrats d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée, cette démarche pouvant être menée par plusieurs collectivités locales intéressées.

Ces contrats devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- **Agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL :**
 - Décès
 - Accidents du travail – Maladies professionnelles
 - Incapacité de travail en cas de maternité, d'adoption et de paternité, de maladie ou d'accident non professionnel.
- **Agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL ou Agents non titulaires de droit public :**
 - Accidents du travail – Maladies professionnelles
 - Incapacité de travail en cas de maternité, d'adoption et de paternité, de maladie ou d'accident non professionnel.

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la collectivité une ou plusieurs formules.

Ces contrats présenteront les caractéristiques suivantes :

- Durée du contrat : **4 ans**, à effet du **1^{er} janvier 2017**
- Régime du contrat : **Capitalisation.**

- ACHAT D'UN MARTEAU PERFORATEUR :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE l'achat d'un Marteau Perforateur BOSCH SDS-plus GBH 2-28 DFV Professionnal, auprès de POINT P- 87220-Feytiat-, d'un coût de 299,00€ HT ;**
- **AUTORISE M. le Maire à signer la commande de cet outillage, auprès de POINT P ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2016 –C/2188-.**

- RESTAURATION DE L'ATLAS CADASTRAL DE 1824 :

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal que vu le mauvais état de conservation de l'atlas cadastral de la Commune daté de 1824, il s'avère nécessaire de le faire restaurer.

M. le Maire présente les devis, concernant cette restauration, proposés par deux entreprises.

Vu l'avis des Archives Départementales de la Haute-Vienne, concernant ces deux propositions, annexé à la présente délibération ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE le devis de l'entreprise ATELIER QUILLET, d'un montant de 1 107,00€ HT (1 328,40€ TTC), moins-disante, concernant les travaux de restauration de l' Atlas Cadastral de 1824 ;**
- **AUTORISE M. le Maire à commander ces travaux auprès de l'entreprise ATELIER QUILLET ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2016 –C/2316 ;**
- **DECIDE de demander la restitution à la Commune de cet Atlas Cadastral, actuellement conservé par les Archives Départementales de la Haute-Vienne, après sa restauration.**

- CREATION D'UN LOCAL SANITAIRE MATERNELLE DANS L'ECOLE PRIMAIRE- :

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n°2016-04- du 28/01/2016, il a été décidé de réaliser, avant la rentrée scolaire de Septembre 2016, des travaux de création d'un local sanitaire maternelle dans l'Ecole Primaire ;

Il présente l'Etude Technique Détaillée et estimation, concernant ces travaux, établies par l'ATEC87 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE que ces travaux seront réalisés courant Juillet et Août 2016, afin de pouvoir accueillir les enfants dès 3 ans à l'Ecole Primaire, dès la rentrée de Septembre 2016 ;**
- **DECIDE de solliciter une aide financière, nécessaire au financement de ces travaux, auprès du Conseil Départemental de la Haute-Vienne, dans le cadre des C.T.D., sur la base de l'estimation présentée par l'ATEC 87, jointe à la présente délibération, dont le montant total est de 12 820€ HT ;**
- **DECIDE qu'une dérogation sera demandée au Département afin de pouvoir commencer les travaux avant réception de l'arrêté d'accord de subvention ;**
- **DIT que le financement prévisionnel de ces travaux est le suivant :**

*coût total TTC	= 15 384,00 €
*subvention du Département (CTD) = 20% du HT	= 2 564,00 €
*fonds libres et emprunt	= 12 820,00 €
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2016-C/2313.**

- PRÊT A TAUX BONIFIE DE 4 600€ PROPOSE PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME DE CREATION D'UN LOCAL SANITAIRE MATERNELLE DANS L'ECOLE PRIMAIRE :

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2016-32 du 08/04/2016, concernant les travaux de création d'un local sanitaire maternelle dans l'Ecole Primaire -Programme 2016- ;

Vu le Budget Primitif 2016, voté ce jour 08/04/2016 ;

Vu le dispositif, reconduit en 2016, par le Conseil Départemental de la Haute-Vienne, de bonification de prêts aux Communes en partenariat avec la Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE** de solliciter l'accord de la Commission permanente du Conseil Départemental de Haute-Vienne, d'un prêt à taux bonifié (0,20% sur 10 ans+ 50€ de frais de dossier) d'un montant de 4 600€, selon le dispositif mis en place avec la Caisse d'Epargne, afin de pouvoir assurer le financement de ces travaux de création d'un local sanitaire maternelle dans l'Ecole Primaire , en 2016, comme suit :

Estimation des travaux TTC=	15 384,00€
Subvention du Département (CTD)[20% du HT]=	2 564,00€
Emprunt =	4 600,00€
Fonds libres =	8 220,00€

- **DECIDE**, qu'après réception de l'accord du Conseil Départemental, l'emprunt correspondant sera contracté auprès de la Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin, aux conditions suivantes :

- *montant du prêt = 4 600€
- *taux d'intérêt avant bonification du Département = 2,20%
- *taux d'intérêt après bonification du Département = 0,20%
- *durée = 10 ans
- *périodicité annuelle
- *frais de dossier = 50€.

- **AUTORISE M. le Maire** à signer le contrat de prêt correspondant et à prendre les décisions nécessaires aux fins envisagées.

- SUBVENTION 2016 AU FOYER RURAL DE ST LEONARD DE NOBLAT :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **VOTE** une subvention d'un montant de 500 € au FOYER RURAL de St Léonard de Noblat, pour l'année 2016 ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2016.

- CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE – PROTOCOLE POUR SUBSTITUTION D'UN PARAMETRE COMPOSANT LA FORMULE D'ACTUALISATION DES TARIFS DU DELEGATAIRE - :

M. le Maire informe le Conseil :

Dans le cadre du contrat de délégation de service public d'Alimentation en Eau Potable qui lie la Commune de CHAMPNETERY et la société SAUR depuis le 01 juillet 2010, l'article 8.5 comporte une formule d'actualisation qui fait référence à un paramètre qui a été supprimé le 26 février 2016, date de publication des valeurs de janvier 2016.

EI (351107 - Electricité tarif Vert A5 option base, paramètre supprimé par l'INSEE à partir de sa valeur vigueur de janvier 2016 remplacé par **EI (35111403 – Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité > 36 kVA)** en base 2010.

L'article 8.5 du contrat prévoit dans son dernier alinéa que « *Dans le cas où l'un des paramètres définis ci-dessus cesserait d'être publié, les parties se mettraient d'accord pour lui substituer un ou des paramètres équivalents qui feraient l'objet d'un échange de lettres avec accusé de réception.* »

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** le protocole d'accord, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- **AUTORISE M. le Maire** à signer ce protocole d'accord.

**- CONTRAT UNIQUE D'INSERTION, AYANT POUR OBJET L'ENTRETIEN DES
TERRAINS, VOIES ET BÂTIMENTS COMMUNAUX, A COMPTER DU 18/05/2016 :**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE**, avec l'accord de l'Etat qui sera demandé au préalable, de renouveler le Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (C.A.E.) ayant pour but d'assurer l'entretien des terrains, voies et bâtiments communaux, à compter du 18/05/2016 (nombre d'heures de travail = 30 heures hebdomadaires) pour une durée de 1 an (soit jusqu'au 17/05/2017) ;
- **AUTORISE M. le Maire** à signer convention et contrat relatifs à ce C.A.E. ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2016 et le seront au BP 2017.

Le 11 Avril 2016

Le Maire,

P. LANGLADE